

- Jacques René Chirac -

Jacques Chirac

"Le destin d'une



ambition"

Jacques Chirac est né le 29 novembre 1932 à Paris, à la clinique Geoffroy-Saint-Hilaire, dans le V^{ème} arrondissement.

Famille - Origine -

Corrézienne (de Sainte-Féréole près de Brive-la-Gaillarde). Parisienne d'adoption. Contrairement à la légende, il n'aurait aucune parenté avec Pierre Chirac, qui fut médecin de Louis XV (1715-1774) à partir de 1730, ni avec Marie Chirac, cousine germaine de Victor Hugo, qui prit le voile après son veuvage.

Trisaïeul : Louis (1798-1832), maçon.

Arrière-grand-père : François (1838-1916), aubergiste.

Grand-père : Louis (1868-1937), directeur d'école à Brive, correspondant de *La Dépêche de Toulouse*. Fervent radical de gauche, il était vénérable de la Grande Loge. Marié à Marie Dumay (1867-1925), institutrice.



Père : François (1893-1968). Hostile aux idées de son père et peu désireux d'être lui aussi instituteur, il s'engage en 1916 et ne quitte l'armée que quatre ans plus tard. Après son mariage en 1920, il s'installe à Paris et rentre dans une banque qu'il quitte en 1936 pour le groupe Potez, dont il dirigera une filiale. Il se lie avec Marcel Bloch (futur Bloch-Dassault). En 1940, les familles Potez, Bloch et Chirac séjournent ensemble au Rayol (Var), dans la propriété Potez. Respectueux de la hiérarchie et de la discipline, François Chirac sera souvent irrité par les incartades de son fils, tout en croyant à son avenir brillant.

Mère : Marie-Louise Valette (1902-1973), fille du directeur, "laïque et républicain", de l'école de Sainte-Féréole, elle est, comme son mari, une catholique pratiquante.

Sœur : Jacqueline (née en 1924 et morte deux ans plus tard, victime de la rougeole).

- Mariage -

Le 16 mars 1956, il épouse Bernadette Chodron de Courcel. Ce mariage l'introduit dans un milieu social très différent de son milieu d'origine.

Madame Chirac : Née le 18 mai 1933 à Paris, elle est nièce de l'ambassadeur Geoffroy de Courcel, ancien compagnon du Général de Gaulle à Londres, et arrière-petite-nièce de Charles de Lasteyrie, ministre des Finances de Raymond Poincaré (président de la République de 1913 à 1920 puis plusieurs fois ministre et président du Conseil) en 1922. Il l'a connue à Sciences-Po. Conseillère générale du canton de Corrèze et conseillère municipale de Sarrazac (commune du château de Bity). Elle préside également l'Association pour la promotion des Arts, la Fondation Hôpitaux de France et le Festival International de la Danse. Sa passion : l'archéologie (elle a entrepris une licence en 1972 et obtenu la maîtrise). Aimant peu en réalité la vie publique, elle dit avoir "très vite su qu'être la femme de Jacques Chirac signifiait avant tout vivre dans son sillage".

- Enfants -

Deux filles : Laurence (née en 1958) et Claude (née en 1962). Jacques Chirac a adopté une jeune réfugiée vietnamienne aperçue en larmes à l'aéroport de Roissy.

- Le personnage -

Aspect physique : Taille : 1,89 mètre. Le visage d'un "rétracté latéral" (signe d'un être d'action et de mouvement), des mains à la paume carrée et puissante, caractéristiques du type sagittaire presque pur. Selon la journaliste Catherine Nay "l'air d'un lieutenant en civil qui cherche une chambre en ville". Jacques Chirac lui-même reconnaît : "Je sais que j'ai une gueule de droite, mais on ne peut pas se refaire. "

Caractère : Au moral, il est spontané, instinctif, tacticien, toujours pressé et porté à simplifier. Obstiné, il attaque la difficulté de front plutôt que de la contourner. Nerveux, comme le prouvent ses tics et le prouvait sa consommation de cigarettes, il sait se montrer chaleureux et détendu dans l'intimité. Plus à l'aise avec les petites gens qu'avec les bourgeois, et fidèle en amitié comme le prouve son culte pour Pompidou, il ne décevra pas ses électeurs de Corrèze, qui le tutoient. Il aime rendre service mais, à l'inverse, il déteste en demander un. Sensible, on l'a vu pleurer en

apprenant la mort de Pompidou. Ambitieux, il rêvera longtemps de n'être qu'un grand commis de l'État. En 1968, il affirme être " par goût un fonctionnaire" et ne pas être "fait pour la politique". Extraordinaire mangeur de dossiers, il analyse et synthétise vite, voire avec précipitation. "Dans l'histoire, dit-il, le Moyen-Age est l'époque idéale où la valeur personnelle était exaltée, et où n'importe quel individu pouvait être anobli grâce à son mérite et sa force."

- Jeunesse et entrée en politique -

Jacques Chirac fait l'essentiel de ses études secondaires à Paris. Diplômé de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris, il intègre en 1957 l'École Nationale d'Administration (ENA), et effectue son service militaire comme lieutenant de cavalerie de 1956 à 1958, durant la guerre d'Algérie, expérience qui le marquera profondément et qui lui laisse la nostalgie d'une carrière militaire. En 1959, il sort dixième de l'ENA dans la promotion Vauban et devient chef de cabinet du directeur général de l'Agriculture en Algérie, Jacques Pélissier. En 1960, Jacques Chirac devient auditeur à la Cour des comptes et maître de conférences à Sciences-Po. Deux ans plus tard, il est adjoint au conseiller pour les Affaires économiques, puis chargé de mission au Secrétariat général du Gouvernement, responsable de l'Équipement, de la Construction et des Transports dans le cabinet Pompidou. Comme dans les postes précédents, il s'y fait remarquer par son efficacité, sa puissance de travail et son mépris des contingences hiérarchiques. Son ambition déclarée est alors de devenir directeur des Transports aériens.

Carrière politique (1965-1981)

a) 1965-1974

En 1965, il est élu conseiller municipal de Sainte-Féréole (80% des voix) sans avoir posé sa candidature. En 1966, à la demande expresse du Premier ministre Georges Pompidou qui veut arracher la Corrèze à la gauche, Jacques Chirac est candidat aux élections législatives à Ussel (3^{ème} circonscription de la Corrèze), bastion traditionnellement dans l'opposition. Marcel Dassault appuie sa campagne dans l'hebdomadaire *L'Essor du Limousin*. Aussi, la carrière politique de Jacques Chirac débute en 1967 quand celui-ci est élu avec 537 voix d'avance sur son adversaire communiste, le 12 mars, au terme d'une campagne acharnée. Le 8 mai, il est sous-secrétaire d'État à l'Emploi auprès du ministre des Affaires sociales ; il est le plus jeune membre du gouvernement. L'une de ses principales décisions est la création de l'Agence nationale pour l'Emploi. Un an plus tard, le 27 février 1968, il est élu conseiller général du canton de Meymac (réélu en 1970 et 1976). Durant les événements de mai 68, il joue un rôle clé auprès des organisations syndicales lors

des accords de Grenelle et renforce ses liens d'amitié avec Pompidou. Le 31 mai, il est d'ailleurs nommé secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances (4^{ème} ministère Pompidou, ministères



Couve de Murville, 12 juillet 1968-20 juin 1969, et Chaban-Delmas, 22 juin 1969-7 janvier 1971.) Dans ce dernier ministère, le ministre des Finances est Valéry Giscard d'Estaing. Le premier contact est frais. Une légende veut qu'au cours de ce tête-à-tête, Giscard d'Estaing se soit fait apporter du thé sans en offrir à son visiteur. Malgré une méfiance mutuelle au début (en août 1969, Chirac ne sera pas mis dans la confiance de la dévaluation du franc de 11,1%), les deux hommes travaillent en bonne intelligence. On le dit fasciné par son ministre au point de lui emprunter certains tics.

En tant que secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances, il patronne la procédure d'agrément, législation d'exception dont bénéficient les groupes industriels les plus "méritants" (l'impôt sur les bénéfices est directement négociable à l'amiable). Ses adversaires l'accusent d'en avoir fait bénéficier notamment (au profit de la caisse électorale de Pompidou ?) le groupe Dassault, le promoteur immobilier Robert de Balkany et la société Bouygues, premier employeur de la Corrèze. En juillet 1969, Chirac est chargé de la gestion de la fondation Claude Pompidou. A la même époque, il se lie avec les conseillers du président, Pierre Juillet et Marie-France Garaud, qui cherchent des sujets d'avenir pour faire pièce aux "barons" gaullistes. Marie-France Garaud l'appelle "Mon poussin". Le 7 juillet 1971, il est nommé ministre chargé des relations avec le Parlement (décision prise par Pompidou, sans l'aval de Chaban-Delmas). C'est un demi-échec, Chirac ne parvenant pas à séduire les députés. Le 5 juillet 1972, il est ministre de l'Agriculture et du Développement rural (1^{er} ministère Messmer, 6 juillet 1972-28 mars 1973, 2nd ministère, 5 avril 1973-27 décembre 1974). Chargé de rassurer l'électorat paysan, à huit mois des législatives, il y parvient, mais ses adversaires l'accusent d'être le "ministre des Agriculteurs plus que de l'Agriculture". En novembre 1973, en



43 parlementaires gaullistes parmi les plus influençables. Jacques Chirac contribue de façon décisive à la victoire de Valéry Giscard d'Estaing.

b) Premier ministre (1974-1976)

Le 27 mai 1974, Jacques Chirac est nommé Premier ministre par Giscard, en reconnaissance du soutien apporté pendant la campagne présidentielle. Le nouveau ministre ne comportera que 5 U.D.R. (Union pour la Défense de la République) sur 16. Pourtant, Chirac

l'absence de Giscard (toujours ministre des Finances) en voyage, et pour apaiser les détaillants, Chirac, soutenu pas l'Élysée, revient sur les directives de son ministre qui doit avaliser les promesses faites, d'où la première brouille entre les deux hommes.

Sur la recommandation de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud, Jacques Chirac est nommé le 1^{er} mars 1974 ministre de l'Intérieur, dans le troisième ministère Messmer. Mais, le 2 avril 1974, alors que Chirac occupait un poste clé, Georges Pompidou décède. Pourtant, il n'est pas encore assez affirmé (il a 41 ans) pour briguer la succession présidentielle. Partisan d'une candidature d'union, il s'oppose à Chaban-Delmas, incapable, à ses yeux, de faire face à la coalition socialo-communiste, et soutient Messmer. Après le retrait de Messmer, il soutient Giscard d'Estaing, auquel il rallie



conserve la confiance de l'U.D.R. puisque le 14 décembre 1974 il est élu secrétaire général de celle-ci. (sans en avoir jamais été membre) par 57 voix contre 27 à Jacques Legendre, député-maire de Cambrai. A la rigueur militaire de Messmer succède, à Matignon, un climat affairé et familial. Chirac travaille parfois en bras de chemise, les pieds sur la table, un casse-croûte à la portée de la main. Giscard croit son Premier ministre assez souple pour lui rester toujours soumis. Chirac croit son président assez malléable pour finir par lui imposer sa volonté.

Les rapports entre les deux hommes vont se dégrader progressivement, aggravés par leur différence de tempérament. Giscard renforce son pouvoir au détriment de son Premier ministre, qui ne fixe plus les orientations de la politique gouvernementale. Beaucoup d'affaires sont traitées directement par les ministres avec l'Elysée. Le 15 juin 1975, Jacques Chirac démissionne du secrétariat général de l'U.D.R., laissant la place à l'un de ses fidèles, André Bord (remplacé en 1976 par Yves Guéna). Le 11 janvier 1976, Valéry Giscard d'Estaing décide un remaniement ministériel contraire aux vœux de Chirac. En mars, après l'échec de la droite aux cantonales, Chirac, qui avait déjà dénoncé le présidentialisme croissant du régime, réclame de l'Elysée une politique plus musclée, des élections anticipées et sa désignation comme coordinateur de la majorité. Le 6 juin le problème de la direction du pays fait l'objet d'une rencontre à Brégançon où Chirac et sa femme sont reçus par le couple présidentiel. Mais, la tentative de conciliation échoue. Poussé par ses conseillers et par ses collaborateurs, Chirac remet sa lettre de démission au président de la République mais accepte de ne la rendre officielle que le 25 août à 11h 40. Le 26 août 1976, il s'explique avec éclat à la télévision sur son départ : "Je ne dispose plus des moyens que j'estime nécessaires pour assumer efficacement les fonctions de Premier ministre. "

c) Maire de Paris (1977-1995)

- Election -

En décembre 1975, un nouveau statut, auquel Chirac était hostile, a été voté au Parlement : Paris, désormais, aura un maire. L'Elysée tient à ce que le maire de Paris soit un giscardien ; la candidature de Michel d'Ornano est annoncée le 12 novembre 1976. Chirac annonce la sienne le 19 janvier 1977 et ne se laisse pas fléchir par les tentatives de Raymond Barre pour le faire renoncer. Après une campagne efficace, Jacques Chirac est élu le 20 mars 1977, en tête de la liste "Union de Paris". Le conseil d'Etat rejettera la requête d'élus socialistes et communistes de Paris et de Corrèze qui prétendaient que son élection au conseil de Paris était incompatible avec son mandat de conseiller général de Corrèze.

Au titre de maire de Paris, Chirac dispose de moyens considérables (budget :15

milliards, fonctionnaires : 40 000, élus : 163). Aussi a-t-il tenu à conserver ses fonctions de maire après sa désignation comme Premier ministre en mars 1986. Symboliquement, il a choisi de continuer à occuper son appartement de fonction à l'hôtel de ville. Chaque matin, il donne ses directives sur les grands dossiers municipaux avant de rejoindre Matignon. Jacques Chirac quitte l'hôtel de ville de Paris quand il est élu à la présidence de la République en 1995.

d) Naissance du R.P.R. : le rénovateur du gaullisme

Après avoir été Premier ministre pendant deux ans, et secrétaire général de l'U.D.R. pendant quelques mois, Jacques Chirac souhaite faire de ce parti "un vaste rassemblement" et crée le R.P.R. le 5 décembre 1976, mouvement qui remplace l'U.D.R.. Chirac en restera président du 5 décembre 1976 au 12 novembre 1994.

Le Rassemblement Pour la République (R.P.R.) doit faire face au nouveau rapport de forces au sein de la droite : le pouvoir est entre les mains de ses alliés "giscardiens", qui se regroupent en 1978 dans le cadre de l'U.D.F. (Union pour la Démocratie Française). Les deux formations restent alliées dans la majorité gouvernementale, ainsi qu'à l'occasion de la plupart des élections. Mais le R.P.R. adopte une attitude de plus en plus critique à l'égard du gouvernement dirigé par Raymond Barre. Lors des élections législatives de 1978, le R.P.R. domine l'Assemblée nationale avec 143 sièges et 108 pour l'U.D.F.

Le 26 novembre 1978, Jacques Chirac est victime d'un accident de la route en Corrèze. Il est hospitalisé plusieurs semaines à l'hôpital Cochin à Paris (une jambe cassée, vertèbres fracturées). A cette période, il fait publier l'"appel Cochin", resté célèbre, dans lequel il fustige ceux qui préparent "l'inféodation de la France et qui consentaient à l'idée de son abaissement", et qu'il désigne comme appartenant au "parti de l'étranger". En fait, Jacques Chirac attaque violemment la politique de Giscard d'Estaing.



Le 30 mars 1979, Chirac est réélu président du R.P.R. avec 97% des mandats.

- Elections présidentielles du 10 mai 1981 -

Candidats.

- Georges Marchais (1920-1997), âgé de 61 ans, du Parti Communiste Français.
- François Mitterrand (1916-1996) , 65 ans, du Parti Socialiste.
- Valéry Giscard d'Estaing (né en 1926), président sortant, 56 ans, de l'Union pour la Démocratie Française.
- Jacques Chirac (né en 1932), 49 ans, du Rassemblement Pour la République.
- Michel Crepeau (1930-1999), 51 ans, du Parti Radical de Gauche.
- Arlette Laguiller (née en 1940), 41 ans, de Lutte Ouvrière.
- Huguette Bouchardeau, 46 ans, du Parti Socialiste Unifié.
- Michel Debré (1912-1996), 69 ans, il fait partie de la division de la droite contre Chirac.
- Marie-France Garaud, 47 ans, se présente car, pour elle, aucun candidat, y compris Chirac, ne représente ses idées.
- Brice Lalonde (né en 1946), 35 ans, des Ecologistes.

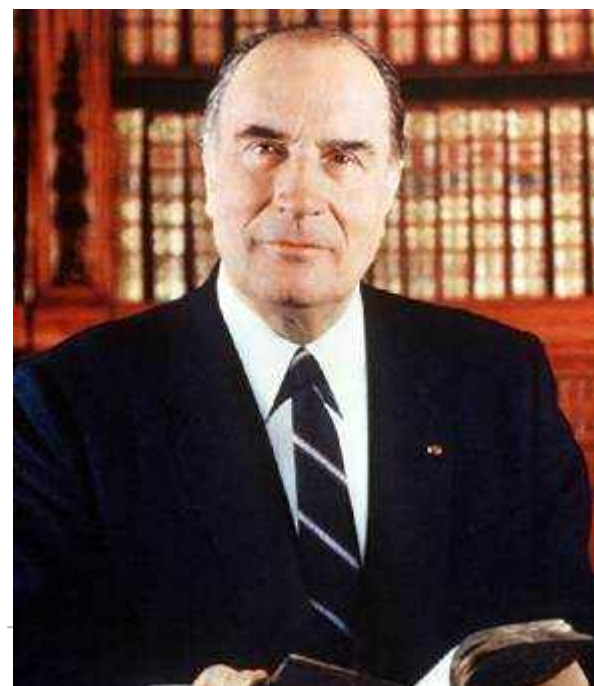
Premier tour (26 avril 1981)

Inscrits : 36 398 859
Votants : 29 516 082
Abstentions : 6 882 777
Bulletins blancs ou nuls : 478 046
Suffrages exprimés : 29 038 036

Ont obtenu :

Giscard d'Estaing	8 222 432	28,31 %
Mitterrand	7 505	25,85 %

	960	
Chirac	5 225 846	17,99 %
Marchais	4 456 922	15,34 %
Lalonde	1 126 254	3,87 %
Laguiller	668 057	2,30%
Crepeau	642 777	2,21 %
Debré	481 821	1,64 %
Garaud	386 623	1,33 %
Bouchardeau	321 344	1,10 %



François Mitterrand est élu au second tour (le 10 mai 1981) avec 51,76% face à son adversaire centriste Valéry Giscard d'Estaing, qui n'obtient que 48,24% des suffrages exprimés.

L'opposant
socialiste
(1981-1995)

e) Dans l'opposition

Jacques Chirac, battu au premier tour des élections présidentielles, est très affaibli, par la victoire de la gauche, ainsi qu'aux élections législatives qui suivent l'élection de Mitterrand, son parti le R.P.R. ne recueillant que 82 sièges. Néanmoins, il est réélu à la tête du mouvement gaulliste en 1982 et, avec quelques proches, commence à préparer la reconquête du pouvoir à son profit. Toujours très populaire à Paris où il mène depuis 1977 une politique active en développant notamment les transports en commun, il est triomphalement réélu à la mairie de Paris en 1983, remportant les vingt mairies d'arrondissement et confortant ainsi son contrôle absolu sur l'ensemble de l'appareil administratif de la capitale. De plus, Jacques Chirac fait du Rassemblement Pour la République le principal parti de l'opposition.

f) Le Premier ministre de la cohabitation (20 mars 1986-8 mai 1988)

Les élections législatives du 16 mars 1986 ont lieu au scrutin proportionnel. Cette modalité inscrite dans les 110 propositions de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1981 est mise en application pour la première fois. Le R.P.R. de Jacques Chirac remporte une victoire étriquée inférieure à ses espérances : 147 sièges pour l'union U.D.F.-R.P.R. ; 76 pour le R.P.R. et 53 sièges pour l'U.D.F. contre 206 sièges pour le Parti Socialiste. U.D.F. et R.P.R. gouverneront mais avec une marge de manœuvre limitée, le président François Mitterrand ayant fait appel à Jacques Chirac pour former un gouvernement. Il s'instaurera un régime de cohabitation entre le chef de l'Etat et le chef du Gouvernement.

La cohabitation. Le mot est apparu pour la première fois dans *L'Express*, sous la plume de Giscard d'Estaing, au début de l'année 1983. Il a dominé la campagne des législatives. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac s'en sont déclarés partisans, dans la mesure où le président de la République ne cherchera pas à contrarier l'application de la politique voulue par la nouvelle majorité. Raymond Barre (ancien Premier ministre de Giscard entre 1976 et 1981) estime quant à lui qu'elle met en danger les institutions de la V^{ème} République et, qu'en cas de défaite, le président de la République doit démissionner. Mitterrand, pour sa part, affirme qu'il ira au bout de son mandat et qu'en cas de victoire de la droite, il ne restera pas "inerte", gardant "sa liberté de mouvement quoiqu'il advienne".

- Conditions de la cohabitation -

La Constitution de 1958 n'évoque pas le cas d'un président et d'un Premier

ministre appartenant à des familles politiques opposées. Elle délimite seulement leurs attributions respectives.

Avant d'accepter le poste de Premier ministre, Chirac aura, le 18 mars, un tête-à-tête avec François Mitterrand au cours duquel sont définies les conditions de coexistence et la répartition de leurs rôles. Le 19, devant les députés R.P.R., Chirac affirme son intention de "gouverner". Il donne trois mois au gouvernement pour réussir. En réalité, la cohabitation va plus profiter à Mitterrand qu'à Jacques Chirac (Mitterrand ayant refusé de signer les ordonnances sociales, le gouvernement doit recourir systématiquement à l'article 49-3 ; l'opinion se lasse des réformes dont certaines lui apparaissent maladroites, comme la suppression hâtive de l'impôt sur les grandes fortunes ou l'amnistie pour les fuites de capitaux). L'attitude ambiguë de Mitterrand qui se présente en arbitre impartial (en particulier au moment des manifestations étudiantes et des grèves de décembre 1986 et janvier 1987) entraîne une hausse de popularité dans les sondages, tandis que celle de Chirac et du gouvernement baisse. Conscient du danger, Jacques Chirac décide de repousser certaines réformes (code de la nationalité, justice, enseignement) à la session parlementaire de printemps et de faire mieux connaître les intentions du gouvernement, notamment en multipliant les voyages en province.

g) L'échec

Bien qu'il ait réussi à ralentir la progression du chômage qui a alors dépassé le chiffre de 2, 5 millions, Chirac apparaît à beaucoup comme insuffisamment préparé pour accéder à la magistrature suprême, tandis que l'attitude de François Mitterrand visant à se présenter en arbitre impartial confère à ce dernier une nouvelle popularité pour l'élection présidentielle de 1988. Dès le début de l'année, Jacques Chirac se déclare candidat R.P.R. aux élections présidentielles de 1988. Il parcourt la France plus en candidat qu'en chef de gouvernement ; son objectif : battre les socialistes. Il devient ainsi concurrent de Raymond Barre, député de Lyon, qui se déclare être aussi représentant de la droite, hors des partis politiques.

- Elections présidentielles de 1988 -

Candidats :

- François Mitterrand (1916-1996), 72 ans, Parti Socialiste. Président sortant, porteur devant l'histoire de la responsabilité suprême du pays, a rappelé que son rôle avait été de veiller à l'unité de la France et de savoir la rassembler. Ses objectifs : construire l'Europe, réduire le fossé qui sépare les riches et les pauvres, défendre la paix. "La France unie"

- Raymond Barre (né en 1924), 64 ans. Français d'outre-mer né à La Réunion, universitaire et politique. Le 25 août 1976, il remplace Jacques Chirac au gouvernement. Député du Rhône depuis 1978. "Je ne me suis jamais comporté en homme de parti"

- Jacques Chirac (né en 1932), 56 ans, Rassemblement Pour la République. Ancien Premier ministre, maire de Paris, candidat malheureux en 1981. "L'enjeu de l'élection que nous allons entreprendre est de choisir entre la France qui gagne et la France qui perd". "Nous irons plus loin ensemble".

- André Lajoinie (né en 1929), 59 ans, Parti Communiste Français. "Ce qu'il faut, c'est prendre le contre-pied des mesures qui ont fait faillite, augmenter les salaires, porter le SMIC à 6 000F (914, 69E), créer de vrais emplois".

- Arlette Laguiller (née en 1940), 48 ans, Lutte Ouvrière. Elle affirme qu'il n'y a que deux camps dans cette société et qu'elle s'adresse aux travailleurs parce que c'est son camp. Parlant de François Mitterrand : "Je vous le disais en 1974, il n'y a rien à attendre de lui. "

- Pierre Juquin (né en 1930), 58 ans, candidat pour la gauche. Candidat rénovateur situé à gauche, il affirme qu'il reste attaché à l'idéal de sa jeunesse même s'il n'est plus membre du P.C..

- Jean-Marie Le Pen (né à la Trinité sur mer, le 20 juin 1928), 60 ans, il fonde en 1972 le Front National. Député en 1956. Aux élections de 1986, il obtient 9, 90% des suffrages exprimés et a 35 députés. Le trublion des élections dénonce le laxisme moral et civique qui affecte, selon lui, la France depuis des décennies.

- Antoine Waechter (né en 1949), 39 ans. Candidat des verts, il affirme, sans convaincre, que l'écologie est une force durable, indépendante de la droite et de la gauche. "C'est un choix de vie".

- Pierre Boussel : Il dénonce le plan Delors imposé par le gouvernement socialiste Mauroy (1981-1984).

Premier tour (24 avril 1988)

Inscrits : 38 086 857 Votants : 30 995 161 Exprimés : 30 070 420 Abstentions : 18, 62%

Ont obtenu :

Mitterrand	10 360 605	34,11 %
------------	------------	---------

Chirac	6 059 667	19,95 %
Barre	5 021 495	16,53 %
Le Pen	4 367 926	14,38 %
Lajoinie	2 054 518	6,75 %
Waechter	1 146 983	3,78 %
Juquin	637 471	2,10 %
Laguiller	605 107	1,99 %
Boussel	116 648	0,38 %

Neuf millions de voix se sont éparpillées au premier tour. Il convenait d'en récupérer le maximum possible pour le deuxième tour. L'enjeu était important pour les deux candidats restant en lice. Dans la semaine qui précéda le scrutin, l'arithmétique des médias était favorable à la gauche. RASSEMBLER AU 2ND TOUR : c'est l'objectif de François Mitterrand et de Jacques Chirac.

Débat entre les deux candidats le jeudi 28 avril 1988. "Ce soir, je ne suis pas le Premier ministre, dit Jacques Chirac. Vous n'êtes pas le président de la République. Nous sommes deux candidats à égalité". Boutade de François Mitterrand : "Vous avez tout à fait raison Monsieur le Premier ministre".

Résultats du second tour (8 mai 1988)

Votants : 32 103 128 Exprimés : 30 932 405 Abstentions : 15, 89% Blancs ou nuls : 117 073

Ont obtenu :

François Mitterrand	16 170 723	54,02 %
Jacques Chirac	14 221 682	45,98 %

Mitterrand bis : François Mitterrand a été aisément réélu président de la République avec environ 54% des suffrages exprimés contre 46% à Jacques Chirac, qui réalise le plus mauvais score de la droite depuis 1958. Mitterrand est le premier président de la V^{ème} République élu deux fois consécutivement au suffrage universel.

La réélection de François Mitterrand et l'élection d'une nouvelle majorité de gauche à l'Assemblée nationale renvoient le R.P.R. et l'U.D.F. dans l'opposition. Dans le combat commun pour la reconquête du pouvoir (le R.P.R. et l'U.D.F. s'associent dans une "Union pour la France"), le R.P.R. affirme de nouveau sa prédominance à droite. De plus, Chirac se concentre sur la mairie de Paris où il fait à nouveau la preuve de ses talents de gestionnaire.

Les affaires et la politique (financements occultes des partis, etc.) dont est victime le Parti Socialiste, l'échec face au chômage et les scandales politico-financiers qui touchent notamment le Premier ministre socialiste Pierre Bérégovoy, contribuent à la large victoire du R.P.R. et de l'U.D.F. (458 sièges) aux élections législatives de 1993.

Jacques Chirac ne souhaite plus commettre l'erreur de devenir à nouveau Premier ministre et décide de céder cette place à son "ami de trente ans", Edouard Balladur.

Président (depuis 1995)

h) L'élection présidentielle

Durant cette période, Chirac peut désormais se consacrer à sa troisième candidature à la présidentielle de 1995. La campagne est rude : longtemps devancé dans les sondages par Edouard Balladur, brigant également le poste, qui a rallié à ses vues une grande majorité de l'U.D.F. et qui a déclaré sa candidature contre lui, Jacques Chirac, appuyé par le R.P.R. et par ses principaux dirigeants (Alain Juppé, Philippe Séguin), fonde sa campagne sur le thème du changement, et de la lutte contre la fracture sociale et l'émergence d'une



COPYRIG

société à deux vitesses, retrouvant ce volontarisme politique qui a toujours fait sa force, attirant de nombreux électeurs a priori peu favorables à son personnage par son discours qui dénonce tout à la fois "la pensée unique" en matière économique, la technocratie et l'élitisme en matière sociale et, d'une manière générale, l'oubli par la classe politique des préoccupations quotidiennes des Français.

- Elections présidentielles de 1995 -

Candidats :

- Edouard Balladur (né en 1924 à Smyrne, en Tunisie). Diplômé de l'ENA, conseil d'Etat, PDG de sociétés, conseiller technique de Georges Pompidou, puis ministre des Finances de Jacques Chirac en 1986, député de Paris de 1988 à 1993. Premier ministre de 1993 à 1995. "Je préfère être porteur d'espoir que marchand d'illusions".

- Jacques Cheminade (né en 1941 à Buenos-Aires, de famille auvergnate). HEC, ENA, licencié en droit. Candidat-surprise, il annonce sa candidature au début de la campagne officielle. Ancien fonctionnaire (1969-1981). Se définit lui-même être "un énarque dissident" voulant bouleverser la finance mondiale et "mettre en œuvre un plan Marshall Ouest-Est et Nord-Sud".

- Jacques Chirac. Troisième candidature à la présidence de la République, ancien Premier ministre, maire de Paris. "Pour que triomphe le vrai changement, j'appelle à me rejoindre tous ceux qui veulent retrouver l'esprit de conquête, tous ceux qui aspirent à la sécurité, et tous les patriotes qui croient aux valeurs éternelles de la République. "

- Robert Hue (né en 1946). Maire de Montigny-lès-Cormeilles et conseiller général du Val d'Oise. Engagé très jeune dans le Parti Communiste, il y remplace en 1989 Georges Marchais au poste de Secrétaire national.

- Lionel Jospin (né en 1937). IEP, ENA, Secrétaire aux Affaires Etrangères (1965-1970) puis enseignant en Economie à Paris-Sceaux, conseiller et député de Paris puis de Haute-Garonne, ministre de l'Education nationale (1988-1992), député européen (1984-1988), premier secrétaire du Parti Socialiste de 1981 à 1987. "Il vaut mieux cinq ans de Jospin que sept ans de Chirac !... "

- Arlette Laguiller (née en 1940). Leader de "Lutte Ouvrière" et employée de banque. Candidate pour la 4^{ème} fois, elle défend avec persévérance "l'égalité des travailleurs devant le Capital"

www.vbonhushist.fr/st/

et tous les principes issus du Communisme international.

- Jean-Marie Le Pen (né en 1928). Pupille de la nation, diplômé IEP, carrière militaire (guerre d'Indochine et d'Algérie), député en 1956. Candidat pour la 2^{ème} fois à la présidence de la République.

- Philippe de Villiers (né en Vendée en 1949). ENA, secrétaire du ministre de la Culture François Léotard dans le gouvernement de Jacques Chirac en 1986, président du Conseil général de Vendée. Il représente l'ultra libéralisme dans une nation souveraine.

- Dominique Voynet (née en 1958). Médecin-anesthésiste réanimateur à l'hôpital de Dôle (en 1985), elle milite dans les associations écologistes depuis 1976. Conseillère municipale puis Conseillère régionale de Franche-Comté, elle représente la "gauche de la gauche" des écologistes sans frontières.

- Résultats du premier tour (23 avril 1995) -

Inscrits : 40 023 533 Votants : 31 388 287 Suffrages exprimés : 30 480 854
Abstentions : 21, 58%

Ont obtenu :

Lionel Jospin	7 102 018	23,30%
Jacques Chirac	6 351 957	20,84 %
Edouard Balladur	5 662 124	18,58 %
Jean-Marie Le Pen	4 573 252	15,00 %
Robert Hue	2 634 187	8,64 %
Arlette Laguiller	1 616 566	5,30 %
Philippe de Villiers	1 444 082	4,74 %
Dominique Voynet	1 011 488	3,32 %
Jacques Cheminade	85 186	0,28 %

- Résultats du second tour (7 mai 1995) -

Inscrits : 39 976 944 Votants : 31 845 819 Exprimés : 29 943 671 Majorité absolue : 14 971 836

Ont obtenu :

Jacques Chirac	15 763 027	52,64 %
Lionel Jospin	14 180 644	47,36 %

Après deux candidatures malheureuses, l'une (en 1981) où il est balayé dès le premier tour, l'autre (en 1988) où il est battu au second tour par François Mitterrand, Jacques Chirac est finalement élu président de la République après 21 ans



d'absence gaulliste à l'Élysée.

i) Un septennat difficile (1995-2002)

Élu sur un ambitieux programme de réformes sociales et économiques, sans pour autant remettre en question la poursuite de la politique européenne de la France devant aboutir à la monnaie unique, l'Euro, dans le respect des critères de convergence définis par le Traité de Maastricht, Jacques Chirac nomme le 17 mai 1995 Alain Juppé, son principal soutien durant la campagne, au poste de Premier ministre. Après une courte période de relance, l'accent est mis, dès l'automne 1995, sur le désendettement public et la réduction du déficit budgétaire. Très actif en politique étrangère, à la manière de de Gaulle, le président de la République réactive l'héritage du gaullisme afin de justifier la reprise des essais nucléaires pour une durée limitée, ce qui déclenche un tollé dans la communauté internationale. Désireux de redonner à la France une véritable politique arabe tout en essayant de lui ménager une place dans le processus de paix en Israël, il entretient des relations souvent conflictuelles avec les États-Unis et donne, en parallèle, son accord pour le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Se voyant reconnaître une part de responsabilité importante dans le règlement du conflit yougoslave, où il réussit à imposer un plan de paix en accord avec les Américains, le président Chirac, qui transforme chacune de ses visites diplomatiques en véritable offensive commerciale, épouse la pratique de ses prédécesseurs, consistant à faire des affaires internationale l'un des "domaines réservés" du chef de l'exécutif.

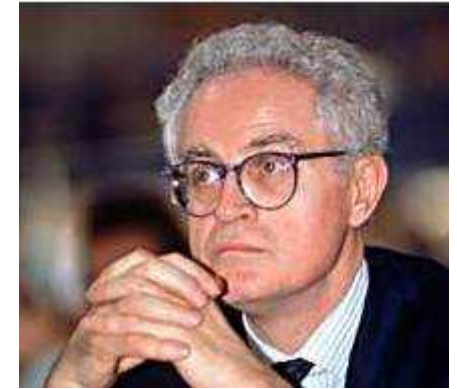
Confirmant son engagement en faveur de la monnaie unique européenne qui impose, selon lui, une stricte orthodoxie budgétaire, il pâtit, associé dans l'opinion



avec l'action du Premier ministre, d'une impopularité persistante depuis son élection, et cela, malgré un style assez protocolaire et certaines initiatives bien accueillies, comme l'abandon de la conscription ou la reconnaissance de la responsabilité de l'État français dans la politique de persécution des juifs

menée en collaboration avec l'Allemagne nazie durant la Seconde Guerre Mondiale.

Cette impopularité tient, sans doute, à la nature de certaines réformes conduites par le gouvernement (concernant la Sécurité sociale, les systèmes de retraites et les impôts), mais elle tient peut-être également à l'absence de lisibilité de la politique voulue par le chef de l'Etat.



Un certain mécontentement est décelé : grandes grèves de l'hiver 1995-1996. Le chômage, l'Europe et la mondialisation de l'économie, l'exclusion, l'avenir de la protection sociale et la formation de la jeunesse apparaissent comme des thèmes récurrents et des problèmes non résolus.

L'année 1997 donne un brutal coup d'arrêt au septennat de Jacques Chirac. Pour renforcer le gouvernement Juppé à la poursuite des réformes, le président de la République, estimant qu'un soutien renouvelé des électeurs est nécessaire, dissout l'Assemblée nationale le 21 avril 1997. Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997 donnent la victoire à la gauche, c'est-à-dire à l'opposition. Celle-ci contraint Jacques Chirac à nommer le socialiste et son ancien adversaire Lionel Jospin Premier ministre, le 2 juin 1997. C'est la cohabitation.

Cette cohabitation va durer cinq longues années. Elle limite le pouvoir et les ambitions du chef de l'Etat dans les instances européennes

et



internationales, la France parle d'une seule voix, alors même que les deux têtes de l'exécutif sont présentes à tous les grands rendez-vous. Le président de la République prend ses distances vis-à-vis des réformes du gouvernement de gauche et, en politique intérieure, ne ménage pas ses critiques, au cours de ses interventions télévisées et de ses nombreux déplacements en province. Pour Jacques Chirac, l'horizon s'assombrit avec la révélation des "affaires" qui touchent de près l'ancien maire de Paris, et son parti, le R.P.R.. Le Conseil Constitutionnel le déclare intouchable pendant la durée de son mandat, alors que divers juges souhaitent l'entendre. Pour le gouvernement de Lionel Jospin, la réforme du quinquennat, réduisant le mandat présidentiel de sept à cinq ans, est adoptée ainsi que la loi sur la réduction du temps de travail. De plus, les élections législatives sont reportées après l'échéance présidentielle. Le 1^{er} janvier 2002, la France adopte l'Euro : cette mutation est un grand succès pour le gouvernement socialiste. Dès lors, Chirac prépare sa revanche.

j) Un quinquennat revancharde (depuis 2002)

Dès le début de l'année 2002, la campagne présidentielle commence. Le lundi 11 février 2002, lors d'un déplacement en Avignon, Jacques Chirac révèle qu'il se représente officiellement à l'élection présidentielle. Le mercredi 20, Lionel Jospin, pris de court, fait envoyer un fax, annonçant lui aussi sa candidature officielle. Les deux champions, Chirac et Jospin, sont attendus au second tour...

- Elections présidentielles de 2002 -

Candidats :

- François Bayrou (né à Pau), 50 ans, président de l'U.D.F., ancien ministre de l'Education nationale. "Le changement"

- Olivier Besancenot, 27 ans, facteur, de la L.C.R. (Ligue Communiste révolutionnaire). "Nos vies valent plus que leurs profits"

- Christine Boutin, 58 ans, divers droite. "Misons sur la France - Osons la famille"

- Jean-Pierre Chevènement, 63 ans, Mouvement des Citoyens (M.D.C.), parti de gauche. Ancien ministre de l'Intérieur. "Etre candidat à la présidence de la République indique une certaine idée de la France"



- Jacques Chirac, 69 ans, président sortant, R.P.R.. "La France en grand, la France ensemble"

- Daniel Gluckstein, 49 ans, Parti des Travailleurs. "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes"

- Robert Hue, 55 ans, Parti Communiste Français. "La gauche c'est vous"

- Lionel Jospin, 64 ans, Premier ministre, Parti Socialiste. "Présider autrement"

- Arlette Laguiller, 62 ans, Lutte Ouvrière. 5^{ème} candidature. "Toujours le camp des travailleurs"

- Corinne Lepage, 50 ans, ancien ministre de l'Environnement, divers droite.

- Jean-Marie Le Pen, 73 ans, Front national. "La France et les Français d'abord"

- Alain Madelin, 55 ans, défenseur du libéralisme, Démocratie libérale, ancien ministre. "L'autre choix pour la droite"

- Noël Mamère, 53 ans, ancien journaliste, les Verts. "L'écologie pour choisir la vie"

- Bruno Mégret, 53 ans, ancien numéro 2 du Front National, Mouvement National Républicain, extrême-droite. "Pour mettre de l'ordre en France, Mégret à l'Élysée"

- Jean Saint-Josse, 58 ans, Chasse Pêche Nature et Traditions. "La France des différences"

- Christiane Taubira, 50 ans, Parti Radical de Gauche. "La République qui nous respecte"

- Résultats du premier tour (21 avril 2002) -

Inscrits : 41 194 689 Votants : 29 495 733 Exprimés : 28 498 471
Abstentions : 28, 40%

Ont obtenu :

Jacques Chirac	5 665 855	19,88 %
----------------	-----------	---------

Jean-Marie Le Pen	4 804 713	16,86 %
Lionel Jospin	4 610 113	16,18 %
François Bayrou	1 949 170	6,84 %
Arlette Laguiller	1 630 045	5,72 %
Jean-Pierre Chevènement	1 518 528	5,33 %
Noël Mamère	1 495 724	5,25 %
Olivier Besancenot	1 210 562	4,25 %
Jean Saint-Josse	1 204 689	4,23 %
Alain Madelain	1 113 484	3,91 %
Robert Hue	960 480	3,37 %
Bruno Mégret	667 026	2,34 %
Christianne Taubira	660 447	2,32 %
Corinne Lepage	535 837	1,88 %
Christine Boutin	339 112	1,19 %
Daniel Gluckstein	132 686	0,47 %

Contre toute attente, ce n'est pas le face-à-face Chirac-Jospin, mais un duel Chirac - Le Pen. C'est la première fois dans l'histoire de la V^{ème} République qu'un candidat de l'extrême -droite est au second tour. Pendant deux semaines, nombre de Français vont défiler dans les grandes villes de France pour exprimer leur mécontentement à l'égard de la présence d'un candidat extrémiste au second tour de l'élection présidentielle. Aussi, les socialistes, divers gauche, et tous les autres

partis de la République sont appelés à voter pour Chirac.

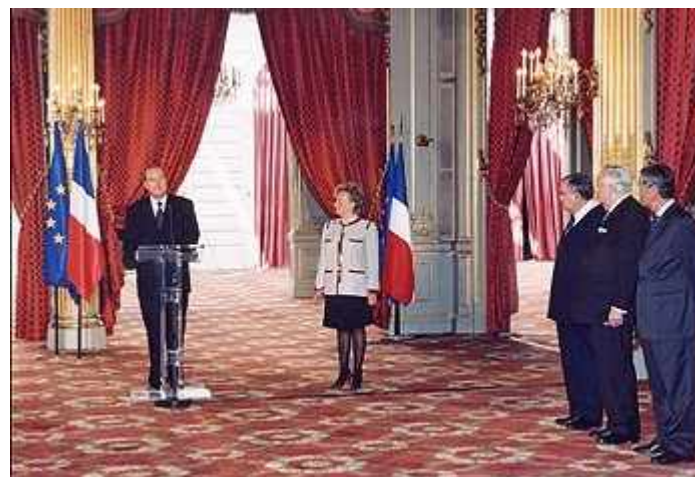
- Résultats du second tour (5 mai 2002) -

Inscrits : 40 013 249 Votants : 37 307 107 Exprimés : 30 564 693 Abstentions : 19,5%

Ont obtenu :

Jacques Chirac	25 080 116	82,06 %
Jean-Marie Le Pen	5 484 577	17,94 %

Une mobilisation républicaine sans précédent assure la réélection de Jacques Chirac avec le score inouï de 82% des voix. La droite et la gauche assurent le triomphe des valeurs républicaines, face au danger réel de l'extrémisme. Chirac a, une fois de plus, dans sa longue carrière politique, repris la main. "Enfin, comme disait l'un de ses prédécesseurs, les difficultés commencent." Le 22 avril 2002, le R.P.R. demande la création d'une grande formation politique de droite et de centre droit : l'Union pour la Majorité Présidentielle (U.M.P.), qui devient l'Union pour un Mouvement Populaire. François Bayrou refuse, mais Alain Madelin et Christine Boutin acceptent la création d'un parti unique de la droite républicaine afin de rassembler en vue des élections législatives de juin 2002.



Les élections législatives des 9 et 16 juin 2002 sont un succès pour l'U.M.P. qui obtient 356 sièges contre 140 pour le Parti Socialiste. Jacques Chirac nomme Jean-Pierre Raffarin Premier ministre et lui demande de former un gouvernement divers mais compétent. Le gouvernement entame alors de grands chantiers dont la sécurité routière et

la baisse de la délinquance ainsi que la réforme indispensable des retraites. Le gouvernement accroît aussi la décentralisation. Pourtant, il doit faire face à de

grandes grèves. Jean-Pierre Raffarin ne plie pas et assure qu'il est le chef du gouvernement appliquant les promesses du candidat Chirac.

Les réformes ainsi que l'application d'une politique efficace portent ses fruits ; une baisse sensible des morts sur la route et de la délinquance.

De son côté, Jacques Chirac n'a jamais été aussi populaire. En s'opposant fermement à la politique unilatérale du président des Etats-Unis, la France a rejoint les aspirations de la majorité des populations du monde.

En 2007, Jacques Chirac aura soixante-quatorze ans. Un bel âge pour être président. Une troisième fois...mais que l'avenir nous prédira ??

- Chirac vu par lui-même -

Principale qualité : la fidélité. Défaut : la vitalité. Il recherche dans son entourage la compétence et souhaite à ses adversaires l'inconstance et l'insignifiance.

Son rêve : ignorer jusqu'à l'existence d'une campagne électorale en France. Ce qui sépare le plus les hommes : la culture. En dehors de la France, il aurait aimé vivre en Chine, au temps des Song. Ses personnages préférés de l'histoire de France : Philippe le Bel, Richelieu, Charles de Gaulle. Il dit s'aimer "globalement" dans la mesure où ce qu'il fait coïncide avec ce qu'il est.



Benjamin HUS